



Treaty Series No. 38 (1939)

ARRANGEMENT AND FINAL PROTOCOL
relative to the Exercise of the Powers of the
EUROPEAN COMMISSION OF THE DANUBE
together with an
AGREEMENT
regarding the Privileges and Immunities of the
PERSONNEL OF THE COMMISSION

Sinaia, August 18, 1938

[The ratification of His Majesty's Government in the United Kingdom was deposited
at Bucharest on April 27, 1939]

*Presented by the Secretary of State for Foreign Affairs
to Parliament by Command of His Majesty*

LONDON

PRINTED AND PUBLISHED BY HIS MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

To be purchased directly from H.M. STATIONERY OFFICE at the following addressees:

York House, Kingsway, London, W.C.2; 120 George Street, Edinburgh 2;

26 York Street, Manchester 1; 1 St. Andrew's Crescent, Cardiff;

80 Chichester Street, Belfast;

or through any bookseller

1939

Price 4*d.* net

Cmd. 6069

ARRANGEMENT AND FINAL PROTOCOL RELATIVE TO THE
EXERCISE OF THE POWERS OF THE EUROPEAN COMMISSION
OF THE DANUBE, TOGETHER WITH AN AGREEMENT
REGARDING THE PRIVILEGES AND IMMUNITIES OF THE
PERSONNEL OF THE COMMISSION.

Sinaia, August 18, 1938.

*Arrangement relatif à l'exercice des pouvoirs de la Commission
Européenne du Danube. (1)*

LE Gouvernement de la République Française, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Roumanie,

Désireux d'apporter à l'exercice des pouvoirs de la Commission Européenne du Danube tels qu'ils résultent des Traités, Conventions, Actes publics, Arrangements et Règlements en vigueur, les modifications nécessitées par les circonstances actuelles,

Ont désigné pour leurs Plénipotentiaires :

Le Gouvernement de la République Française :

- M. Jean du Sault, Ministre plénipotentiaire, Délégué aux Commissions Européenne et Internationale du Danube ;
- M. Paul Chargueraud, Conseiller juridique du Ministère des Affaires Étrangères ;

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

- M. Douglas William Keane, Commissaire plénipotentiaire Britannique aux Commissions fluviales internationales ;

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Roumanie :

- M. Constantin Contzesco, Ministre plénipotentiaire, Délégué aux Commissions Européenne et Internationale du Danube ;

Lesquels, apres avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE 1^{er}.

La Commission Européenne du Danube et ses agents (inspecteurs, surveillants de navigation et agents de pilotage) cessent d'exercer les pouvoirs qui leur ont été conférés en ce qui concerne la navigation, notamment par les articles 8, 9 et 10 de l'Acte Public du 2 novembre 1865, 2 de l'Acte Additionnel du 28 mai 1881, 1 et 119 du Règlement de navigation.

(1) For translation see page.13.

ARTICLE 2.

La Commission Européenne et ses agents cessent d'exercer dans le port et sur la rade de Soulina les pouvoirs spéciaux qui leur ont été conférés, notamment par les articles 4, 6, 8, 9, 10, 21 de l'Acte Public, 2 de l'Acte Additionnel, 1, 4, 112 du Règlement de navigation.

ARTICLE 3.

La Commission Européenne élabore, en s'inspirant des propositions présentées par le Gouvernement roumain, le Règlement de navigation et de police applicable au Danube maritime et à ses embouchures.

Le Gouvernement roumain met ce règlement en vigueur et est chargé de son application.

La Commission et ses agents cessent en conséquence d'exercer les pouvoirs qui leur sont conférés par les articles 7, 9, 11 et 12 de l'Acte Public, l'alinéa 2 de l'article 9 de l'Acte Additionnel, en ce qui concerne l'établissement des dispositions relatives à l'exercice de la navigation.

ARTICLE 4.

Le Corps de pilotage passe, dans sa composition actuelle, sous les ordres des autorités roumaines compétentes.

Au fur et à mesure des vacances qui se produiront par suite de décès, démission et mise à la retraite, les pilotes de nationalité non roumaine seront remplacés par des pilotes roumains, jusqu'à ce que la proportion de ces derniers par rapport au nombre total des pilotes, atteigne 60 pour cent.

Les 40 pour cent restant sont recommandés aux autorités roumaines, qui les nomment, par les Délégués à la Commission Européenne du Danube des Puissances autres que la Roumanie, dans les mêmes conditions que par le passé.

Le Chef-pilote est choisi et nommé par les autorités roumaines sur une liste de trois candidats présentés par la Commission sans distinction de nationalité.

ARTICLE 5.

Le Gouvernement roumain constitue un service autonome dénommé " Direction du Danube Maritime."

Cette Direction est chargée de l'élaboration des projets de travaux sur le Danube maritime et ses embouchures et de leur exécution, de la perception des taxes et de la gestion de leur produit.

La Commission Européenne cesse d'exercer les pouvoirs qui lui ont été conférés en ces matières, notamment par les articles 16 du Traité de Paris du 30 mars 1856, 4 du Traité de Londres du 13 mars 1871, 24 de l'Acte Public, 3 et 4 de l'Acte Additionnel.

ARTICLE 6.

La Direction autonome soumet à la Commission Européenne les projets de travaux d'amélioration et d'entretien qui doivent être entrepris dans l'intérêt de la navigabilité et qu'elle établit de concert avec le Comité d'Ingénieurs Conseils constitué par la Commission.

Sur le rapport de ce Comité, la Commission apprécie si lesdits projets sont conformes aux exigences de la navigation. Elle peut les modifier si elle le juge utile.

Les décisions de la Commission en cette matière sont prises à la majorité des voix, la voix du Délégué de Roumanie devant faire partie de la majorité. Ces décisions tiendront compte des intérêts techniques, économiques et financiers de la Roumanie.

ARTICLE 7.

La Direction autonome a le droit d'entreprendre, sans l'autorisation préalable de la Commission, les travaux qui pourraient être nécessités par des circonstances imprévues et urgentes. Elle devra toutefois aviser sans délai la Commission des raisons qui auront motivé ces travaux en lui en fournissant une description sommaire.

ARTICLE 8.

La Direction autonome ou toute autre autorité roumaine compétente fait parvenir à la Commission une description sommaire de tous travaux nécessaires au développement économique de la Roumanie, notamment les travaux de défense contre les inondations et ceux qui concernent les irrigations et qui seraient à exécuter sur le Danube maritime ou à ses embouchures.

La Commission ne peut interdire de tels travaux qu'en tant qu'ils seraient de nature à porter atteinte à la navigabilité.

La Commission doit prendre sa décision sur le rapport de son Comité d'Ingénieurs Conseils dans les quatre mois à partir de la communication de la description des travaux.

ARTICLE 9.

Le Comité d'Ingénieurs Conseils se tient en contact avec la Direction autonome pour recueillir par correspondance ou sur place toutes informations qu'il jugerait utiles à l'accomplissement des missions définies aux articles 6 et 8 pour se renseigner sur l'état des travaux.

Il peut, à ces fins, se faire représenter par un de ses membres.

ARTICLE 10.

Les taxes sur la navigation seront d'un taux modéré et égales pour tous les pavillons.

La Direction autonome en soumet le tarif à la Commission, qui le détermine à la majorité des voix, la voix du Délégué de Roumanie devant faire partie de la majorité.

Le produit des taxes est versé dans la caisse de la Direction autonome. Les fonds se trouvant dans cette caisse sont exclusivement affectés à l'exécution des travaux et aux autres charges prévues dans la présente Convention.

ARTICLE 11.

La Direction autonome communique mensuellement à la Commission le relevé des navires entrés et sortis du Danube, leurs pavillons et leurs tonnages, ainsi que le montant des taxes perçues pour chacun d'eux. Elle lui communique également tous renseignements utiles concernant l'affectation du produit des taxes.

L'agent chargé de la comptabilité de la Commission se tient en contact avec la Direction autonome pour recueillir tous renseignements complémentaires sur la perception et l'affectation des taxes.

Sur la base des documents et des renseignements qui lui sont fournis et de ceux qu'elle pourrait demander, la Commission s'assure si la perception et l'affectation des taxes sont effectuées conformément aux dispositions des Traités, Conventions et Actes en vigueur, ainsi que du tarif des taxes.

Les navigateurs peuvent adresser à la Commission toute réclamation qu'ils jugeraient devoir formuler en ce qui concerne la taxation à laquelle ils ont été soumis.

ARTICLE 12.

La Commission Européenne et ses agents cessent d'exercer les pouvoirs spéciaux qui leur ont été conférés en matière sanitaire par les articles 18, 19 et 20 de l'Acte Public et par les articles 6 et 7 de l'Acte Additionnel.

Les taxes sanitaires perçues par les autorités roumaines seront égales pour tous les pavillons et d'un taux modéré; elles n'excéderont pas 1,5 pour cent de la taxe de navigation actuelle la plus élevée (trois francs-or soixante-dix).

ARTICLE 13.

La Commission Européenne déterminera en se conformant aux dispositions du présent Arrangement le personnel qui restera à son service. Ce personnel sera régi par les règles actuellement en vigueur ou par toutes autres qui leur seraient substituées par la Commission dans le cadre des dispositions conventionnelles.

Les membres du personnel du tableau normal et du personnel inférieur permanent qui quitteront le service de la Commission par suite de suppressions d'emplois résultant du présent Arrangement et

qui ne rentrent pas dans la catégorie visée à l'alinéa 3 ci-dessous, recevront l'indemnité de retraite prévue pour ce cas par le règlement en vigueur et en plus une indemnité équivalant à trois années de leur traitement actuel.

Le Gouvernement roumain, sans préjudice à l'application de l'article 4, reprendra 50 pour cent de l'effectif des membres roumains du personnel visé à l'alinéa 2 ci-dessus. Les membres ainsi repris recevront en sus de leur indemnité de retraite une indemnité équivalant à dix-huit mois de leur traitement.

Le Gouvernement roumain fera connaître à la Commission la liste du personnel non roumain qu'il désire engager à son service pour une durée maximum d'une année à compter de l'entrée en vigueur du présent Arrangement. Il pourra être mis fin à cet engagement de part et d'autre moyennant préavis de trois mois.

ARTICLE 14.

Les indemnités de retraite et les indemnités à verser au personnel de la Commission Européenne par application de l'article 13 seront prélevées par priorité sur les fonds de la Commission dans l'ordre suivant: fonds ordinaires, fonds spéciaux autres que le fonds d'amortissement, fonds d'amortissement. La Commission conservera les sommes représentant les indemnités de retraite acquises à la date d'entrée en vigueur du présent Arrangement, par le personnel demeurant à son service.

Après les prélèvements prévus à l'alinéa premier les sommes restant au fonds d'amortissement demeureront affectées aux remboursement des emprunts consentis en 1929 à la Commission par la France, la Grande-Bretagne et l'Italie.

Sur l'ensemble des fonds restants, une somme de 200.000 francs-or sera conservée par la Commission à titre de fonds de réserve.

Les sommes restant aux fonds spéciaux, après ces divers prélèvements, seront remises à la Direction autonome, qui les emploiera conformément à leurs affectations actuelles respectives.

ARTICLE 15.

Le remboursement, dans les conditions déjà fixées par la Commission Européenne, des avances de guerre qui lui ont été faites et le service (intérêts et amortissement) des emprunts consentis en 1929 par la France, la Grande-Bretagne et l'Italie, continueront à être assurés par la Commission. A cet effet la Direction autonome remettra à la Commission, suivant les indications que celle-ci lui fournira, les sommes nécessaires au moyen d'un prélèvement effectué par priorité sur le produit des taxes de navigation, les avances et emprunts susvisés jouissant à cet égard d'un privilège de premier rang.

Les sommes nécessaires pour faire face aux dépenses prévues dans le budget de la Commission lui seront versées par la Direction

autonome au moyen d'un prélèvement effectué sur le produit des taxes de navigation, immédiatement après ceux qui sont visés à l'alinéa 1^{er} ci-dessus, la Commission bénéficiant à cet égard d'un privilège de second rang.

Les modalités du service de l'emprunt consenti en 1929 par la Roumanie à la Commission seront déterminées par le Gouvernement roumain, compte tenu des dispositions qui précèdent et sans que ce service puisse être imputé sur le produit des taxes de navigation.

ARTICLE 16.

La Commission s'entendra avec le Gouvernement roumain au sujet des contrats passés par elle et qui seraient encore en cours à la date d'entrée en vigueur du présent Arrangement.

ARTICLE 17.

La Commission Européenne met à la disposition des autorités roumaines compétentes et de la Direction autonome, selon le cas, pour être utilisés en pleine liberté conformément à leur destination dans l'intérêt de la navigation, les biens meubles et immeubles, notamment les engins flottants, les installations, le matériel en magasin, les carrières, les hôpitaux de Soulina et les phares de l'Île-des-Serpents, de Soulina et de Saint-Georges. Toutefois la Commission conserve la disposition de l'Hôtel d'Administration de Galatzi et de l'Hôtel d'Administration de Soulina, dont le rez-de-chaussée sera utilisé sans frais par les autorités roumaines et la Direction autonome.

Le bateau d'inspection *Carolus-Primus* sera pris en charge par le Gouvernement roumain, qui le mettra à titre gracieux à la disposition de la Commission pour ses sessions plénières et pour les besoins de ses Ingénieurs Conseils.

ARTICLE 18.

Le Gouvernement roumain désigne les autorités compétentes pour connaître en première instance des infractions aux prescriptions du Règlement de navigation et de police.

La procédure devant ces autorités sera aussi simple et prompt que possible.

L'appel des décisions desdites autorités est porté devant la Cour d'Appel de Galatzi, qui statue en dernier ressort. Ces affaires sont jugées d'extrême urgence et par priorité sur toutes les affaires inscrites au rôle.

La procédure devant la Cour est exonérée de tous frais de justice.

La Commission Européenne et ses agents cessent d'exercer en matière judiciaire les droits qui leur ont été conférés notamment par les articles 8 de l'Acte Public, 2 de l'Acte Additionnel, 109, 190, 192 et 193 du Règlement de navigation.

ARTICLE 19.

La Commission Européenne jouit, tant pour ses installations que pour la personne de ses membres (Délégués, Délégués-suppléants et personnel des Délégations), des privilèges et immunités reconnus en temps de paix comme en temps de guerre aux missions diplomatiques.

Les privilèges et immunités du personnel de la Commission sont déterminés dans l'accord passé en date de ce jour entre la Commission et le Gouvernement roumain et qui pourra être modifié suivant la même procédure.

ARTICLE 20.

La Commission Européenne renonce à la franchise postale, télégraphique et téléphonique dont elle jouit actuellement.

ARTICLE 21.

Les litiges relatifs à l'interprétation et à l'application du présent Arrangement, ainsi que de toutes autres dispositions d'ordre conventionnel applicables au Danube maritime et à ses embouchures, qui surgiraient entre les États parties audit Arrangement et auxquels il n'aurait pu être mis fin par la Commission Européenne dans un délai raisonnable, seront soumis à un tribunal arbitral constitué comme il est dit ci-après.

Dès la mise en vigueur du présent Arrangement les États contractants désigneront chacun un arbitre et un arbitre suppléant. Ils se mettront d'accord pour désigner cinq ressortissants d'États non-contractants afin de remplir les fonctions de sur-arbitre ou de membre du tribunal arbitral dans le cas visé à l'alinéa 4 ci-dessous.

Ces désignations seront communiquées à la Commission qui établira la liste des arbitres et celle des sur-arbitres; la Commission communiquera ces listes aux délégués et les tiendra à jour.

En cas de litige entre deux États, le tribunal sera constitué par les arbitres désignés par ces États ou, le cas échéant, par leurs suppléants, qui choisiront ensemble un sur-arbitre sur la seconde liste mentionnée à l'alinéa 2 ci-dessus. Au cas où les arbitres ne pourraient pas se mettre d'accord sur cette désignation, les personnes figurant sur la seconde liste choisiront l'une d'elles à la majorité des voix.

En cas de litige entre plus de deux États, les États qui font cause commune se mettront d'accord pour désigner un sur-arbitre, qui pourra être choisi en dehors de la première liste. A défaut d'accord, les personnes figurant sur la seconde liste choisiront l'une d'elles à la majorité des voix. Il sera procédé ensuite, comme il est dit à l'alinéa 3 ci-dessus, à la désignation du sur-arbitre.

Le tribunal arbitral sera saisi par voie de compromis. Faute d'accord sur les termes du compromis dans les trois mois de la

demande d'arbitrage, le tribunal procédera à l'établissement dudit compromis.

Au cas où une des parties estimerait qu'en établissant le compromis le tribunal arbitral a excédé ses pouvoirs, elle pourra saisir de cette question la Cour Permanente de Justice Internationale par voie de requête. Si la Cour estime que le tribunal a excédé ses pouvoirs, elle pourra, à la requête de l'une ou l'autre des parties, évoquer le fond du litige en usant de sa procédure habituelle.

Pour le surplus, la procédure devant le tribunal arbitral sera celle qui est prévue par la Convention de la Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

ARTICLE 22.

Le présent Arrangement est ouvert à l'adhésion de tout État représenté à la Commission Européenne ou qui viendrait à y être représenté dans l'avenir.

ARTICLE 23.

Le présent Arrangement sera ratifié dans le plus bref délai possible.

Les instruments de ratification et d'adhésion seront déposés dans les archives du Gouvernement roumain qui en délivrera des copies certifiées conformes à tout État signataire ou adhérent et qui tiendra un Procès-Verbal du dépôt desdits instruments.

Ce Procès-Verbal sera clos après dépôt des instruments de ratification et d'adhésion de tous les États représentés dans la Commission Européenne à cette date. L'arrangement entrera en vigueur trois mois après la clôture dudit Procès-Verbal.

Le Gouvernement roumain délivrera à tout État signataire ou adhérent des copies certifiées conformes des instruments d'adhésion qui seraient déposés ultérieurement.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires susnommés ont signé le présent Arrangement établi en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Gouvernement Royal de Roumanie et dont une copie certifiée conforme sera remise à tout État signataire ou adhérent.

Fait à Sinaia le 18 août 1938.

J. DU SAULT.
CHARGUERAUD.
DOUGLAS KEANE.
CONST. CONTZESCO.

PROTOCOLE FINAL.⁽²⁾

Au moment de procéder à la signature de l'Arrangement relatif à l'exercice des pouvoirs de la Commission Européenne du Danube, et en vue d'en préciser le sens, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit :

Ad ARTICLE 5.

Il est entendu que la Direction autonome prévue à l'article 5 pourra être constituée dans le cadre de l'Administration commerciale des ports et des voies de communication par eau (P.C.A.).

Ad ARTICLE 13.

Il est entendu qu'en appliquant l'alinéa 3 de l'article 13 le Gouvernement roumain s'efforcera de reprendre à son service un nombre d'agents dont l'ensemble des traitements actuels représente autant que possible 50 pour cent du total des traitements actuellement alloués au personnel de nationalité roumaine.

Ad ARTICLE 17.

(a) Il est entendu qu'en application de l'alinéa premier de l'article 17, la Commission Européenne ne reprendra pas la disposition des articles mentionnés dans cet alinéa si ce n'est après accord avec le Gouvernement roumain.

(b) Le Plénipotentiaire de Roumanie a déclaré, au sujet des hôpitaux de Soulina, que les équipages des bâtiments maritimes et fluviaux ainsi que le personnel de la Commission y seront hospitalisés et soignés gratuitement.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé le présent Protocole qui aura la même force et durée que l'Arrangement auquel il se rapporte.

Fait à Sinaia, le 18 août 1938.

J. DU SAULT.
 CHARGUERAUD.
 DOUGLAS KEANE.
 CONST. CONTZESCO.

(2) For translation see page 21.

ACCORD ENTRE LA COMMISSION EUROPÉENNE DU DANUBE ET LE
GOUVERNEMENT ROUMAIN AU SUJET DES PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS
DU PERSONNEL DE LA COMMISSION.⁽³⁾

ARTICLE 1^{er}.

Sous réserve des dispositions de l'article 3 ci-dessous, les chefs et sous-chefs de service de la Commission jouissent en Roumanie de l'immunité de juridiction civile et criminelle, à moins que cette immunité ne soit levée par décision de la Commission.

Le surplus du personnel jouit des mêmes privilèges pour les actes accomplis officiellement et dans la limite de ses attributions. Il reste soumis aux lois et à la juridiction pour les actes de sa vie privée. Il est bien entendu toutefois que la Commission s'efforcera de faciliter le bon fonctionnement de la justice et de la police roumaines.

ARTICLE 2.

Le personnel supérieur visé à l'alinéa 1^{er} de l'article 1 jouit de l'immunité fiscale. A ce titre il est exonéré, conformément à la pratique internationale, de tous impôts, à l'exception des charges réelles grevant les propriétés immobilières (impôt foncier). Il demeure astreint à l'acquiescement des impôts indirects et des taxes. L'expression d'impôts directs s'entend de ceux qui sont prélevés directement auprès du contribuable. Par "taxes" il y a lieu d'entendre seulement—et quelle que soit l'expression employée dans les prescriptions réglant la matière—les contributions corrélatives d'une contre-prestation spéciale et précise de l'administration à la personne qui paye, ainsi que celles qui sont versées en couverture de dépenses particulièrement nécessitées du contribuable.

Le surplus du personnel est exonéré de l'impôt sur le traitement et de l'impôt général sur le revenu s'il venait à en être établi un.

ARTICLE 3.

Les agents de nationalité roumaine n'ont pas à répondre devant la juridiction locale des actes qu'ils accomplissent en leur qualité officielle dans la limite de leurs attributions.

ARTICLE 4.

Le personnel non roumain a droit à l'entrée en franchise, pendant les six mois suivant son installation, de ses effets et de son mobilier.

La franchise douanière est accordée également aux membres du personnel visé à l'alinéa 1^{er} de l'article 1 pendant la durée de leurs fonctions dans la limite de leurs besoins raisonnables et de ceux de leur famille. Parmi les articles qui peuvent être ainsi introduits sont

³⁾ For translation see page 22.

également compris les véhicules automobiles à condition qu'ils ne puissent être vendus dans le pays et renouvelés dans un délai inférieur à trente mois.

Les fonctionnaires bénéficiant de cette franchise remettent au Secrétaire Général la liste des articles qu'ils désirent commander. Le Secrétaire Général contresigne les listes qu'il reçoit et les envoie au Délégué de Roumanie qui, après les avoir visées, les retourne au Secrétaire Général en vue d'être transmises par ce dernier à l'Administration des Douanes. Les commandes peuvent être passées par les intéressés dès que le visa du Délégué de Roumanie a été donné et le retrait des marchandises de la douane aura lieu comme par le passé.

Fait à Sinaia, le 18 août 1938.

Pour le Gouvernement roumain : Pour la Commission Européenne :
CONST. CONTZESCO. DOUGLAS KEANE.

(Translation.)

*Arrangement relative to the Exercise of the Powers of the European Commission of the Danube.**Sinaia, August 18, 1938.*

THE Government of the French Republic, His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Government of His Majesty the King of Roumania,

Being desirous of introducing in the powers exercised by the European Commission of the Danube on the basis of the Treaties, Conventions, Public Acts, Arrangements and Regulations in force, the modifications rendered necessary by present circumstances,

Have nominated as their Plenipotentiaries,

The Government of the French Republic :

M. Jean du Sault, Minister Plenipotentiary, Delegate on the European and International Commissions of the Danube ;
and

M. Paul Chargueraud, Legal Adviser to the Ministry for Foreign Affairs.

His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :

Mr. Douglas William Keane, British Commissioner Plenipotentiary on the International Rivers Commissions.

The Government of His Majesty the King of Roumania :

M. Constantin Contzesco, Minister Plenipotentiary, Delegate on the European and International Commissions of the Danube ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :—

ARTICLE 1.

The European Commission of the Danube and its officials (inspectors, superintendents of navigation and pilots) shall cease to exercise the powers conferred upon them as regards navigation, in particular by Articles 8, 9 and 10 of the Public Act of the 2nd November, 1865, Article 2 of the Additional Act of the 28th May, 1881, and Articles 1 and 119 of the Navigation Regulations.

ARTICLE 2.

The European Commission and its officials shall cease to exercise in the port and roadstead of Sulina the special powers conferred upon them, in particular by Articles 4, 6, 8, 9, 10, 21 of the Public Act, Article 2 of the Additional Act, and Articles 1, 4, 112 of the Navigation Regulations.

ARTICLE 3.

The European Commission shall draw up on the basis of proposals presented by the Roumanian Government, the Navigation and Police Regulations applicable to the maritime Danube and its Mouths.

The Roumanian Government shall put these Regulations into force and be responsible for their application.

The Commission and its officials shall, in consequence, cease to exercise the powers conferred upon them by Articles 7, 9, 11 and 12 of the Public Act, paragraph 2 of Article 9 of the Additional Act, as regards the enactment of regulations relating to navigation.

ARTICLE 4.

All the present personnel of the Corps of Pilots shall become subject to the control of the competent Roumanian authorities.

Pilots of non-Roumanian nationality will be replaced, as vacancies occur resulting from death, resignation and retirement, by Roumanian pilots until the proportion of the latter in relation to the total number of pilots reaches 60 per cent.

The remaining 40 per cent. shall be appointed by the Roumanian authorities upon the recommendation of the Delegates on the European Commission of the Powers other than Roumania in the same manner as in the past.

The Chief Pilot shall be chosen and appointed by the Roumanian authorities from a list of three candidates presented by the Commission without distinction of nationality.

ARTICLE 5.

The Roumanian Government shall set up an autonomous service with the title "Maritime Danube Board" ("Direction du Danube maritime").

This Board shall be responsible for the preparation and execution of plans for works on the maritime Danube and at the Mouths, for levying dues and for disposing of the yield thereof.

The European Commission shall cease to exercise the powers conferred upon it in these matters, in particular by Article 16 of the Treaty of Paris of the 30th March, 1856, Article 4 of the Treaty of London of the 13th March, 1871, Article 24 of the Public Act, and Articles 3 and 4 of the Additional Act.

ARTICLE 6.

The Autonomous Board shall submit to the European Commission the plans for works of improvement and upkeep to be undertaken in the interests of navigation, and these plans shall be prepared in co-operation with the Committee of Consulting Engineers set up by the Commission.

In the light of the report of this Committee, the Commission shall consider whether the said plans respond to the requirements of navigation. The Commission may modify the plans if it deems expedient.

The decisions of the Commission in this matter shall be taken by majority vote, but the vote of the Roumanian Delegate must form part of the majority. In taking these decisions the Commission will take account of the technical, economic and financial interests of Roumania.

ARTICLE 7.

The Autonomous Board shall have the right to undertake, without first obtaining the approval of the Commission, works rendered necessary by unforeseen and urgent circumstances. It shall, however, inform the Commission without delay of the reasons for these works, and furnish a summary description of them.

ARTICLE 8.

The Autonomous Board or any other competent Roumanian authority shall communicate to the Commission a summary description of all works on the maritime Danube or at the Mouths, which are necessary to the economic development of Roumania, including, in particular, works for protection against floods and for irrigation.

The Commission may only veto such works in so far as they are likely to impair navigability.

The Commission must give its decision, on the basis of the report of the Committee of Consulting Engineers, within four months after the communication of the description of the works.

ARTICLE 9.

The Committee of Consulting Engineers shall maintain contact with the Autonomous Board for the purpose of obtaining by correspondence or by inspection any information which it may deem useful for the discharge of the functions defined in Articles 6 and 8 and for the purpose of acquainting itself with the progress of the works.

It may for this purpose be represented by one of its members.

ARTICLE 10.

Navigation dues shall be at a moderate rate and shall be equal for ships of all flags.

The Autonomous Board shall propose the tariff of dues to the Commission which shall settle it by majority vote, but the vote of the Roumanian Delegate must form part of the majority.

The proceeds of the navigation dues shall be paid into the account of the Autonomous Board. The funds in this account shall be devoted exclusively to the carrying out of works and to the other charges provided for in the present Convention.

ARTICLE 11.

The Autonomous Board shall communicate monthly to the Commission returns of vessels entering and leaving the Danube, showing their flags and tonnages, and the amount of the dues levied in respect of each vessel. It shall also communicate to the Commission all useful information regarding the allocation of the proceeds of the dues.

The accountant of the Commission shall maintain contact with the Autonomous Board for the purpose of obtaining any additional information with regard to the collection and allocation of the dues.

The Commission shall satisfy itself by means of the documents and information tendered to it or obtained in response to its request that the collection and the allocation of the dues is in conformity with the terms of the Treaties, Conventions and Acts in force and with the tariff of dues.

Masters or owners of ships may address to the Commission any complaint which they may have to make regarding the dues levied upon them.

ARTICLE 12.

The European Commission and its officials shall cease to exercise the special powers conferred upon them in sanitary matters by Articles 18, 19 and 20 of the Public Act, and by Articles 6 and 7 of the Additional Act.

The sanitary dues levied by the Roumanian authorities shall be equal for ships of all flags and shall be at a moderate rate; they shall not exceed 1.5 per cent. of the highest navigation due at present in force (3.70 gold francs).

ARTICLE 13.

The European Commission shall determine, in conformity with the terms of the present Arrangement, which of its personnel shall be retained in its service. The conditions of employment of the personnel retained shall be those at present in force, or any other conditions which the Commission may substitute for these without violating the provisions of the service agreements.

Members of the personnel on the present normal establishment and of the minor personnel engaged on a permanent basis leaving the service of the Commission in consequence of the suppression of their posts as a result of the present Arrangement who do not come within the category mentioned in paragraph 3 below, shall receive the retiring indemnity provided for in this case under the present regulations and an additional indemnity of three times their present annual salary.

The Roumanian Government will, without prejudice to the application of Article 4, re-engage 50 per cent. of the Roumanian

members of the personnel mentioned in paragraph 2 of this Article above. Members thus re-engaged shall receive, in addition to their retiring indemnity, an indemnity of eighteen months' salary.

The Roumanian Government will provide the Commission with a list of the foreign personnel whom it desires to employ for the maximum period of one year, to be counted from the entry into force of the present Arrangement. This employment may be terminated by either side, notice being given three months in advance.

ARTICLE 14.

The retiring indemnities and the indemnities to be paid to the personnel of the Commission in virtue of Article 13 shall rank as a first charge on the funds of the Commission in the following order: ordinary funds, special funds other than sinking funds, sinking funds. The Commission shall retain amounts represented by the retiring indemnities which have accrued at the date of the entry into force of the present Arrangement, to members of the personnel remaining in its service.

The sums remaining in the sinking fund after meeting the charges provided for in the previous paragraph shall continue to be allocated to the repayment of the loans advanced to the Commission in 1929 by France, Great Britain and Italy.

Out of the total of the remaining funds, a sum of 200,000 gold francs will be retained by the Commission as a reserve fund.

Any sums remaining in the special funds after the various charges provided for above have been met shall be handed over to the Autonomous Board to be devoted to the purposes to which they are at present allocated.

ARTICLE 15.

The European Commission shall continue to be responsible for the repayment, under the conditions already laid down by it, of the war-time advances made to it and the service (interest and sinking fund) of the loans advanced in 1929 by France, Great Britain and Italy. The Autonomous Board will remit to the Commission the amounts which the Commission shall indicate to it as being necessary for this purpose, which shall be the first payments to be made out of the proceeds of the navigation dues, the advances and loans mentioned above enjoying a first charge on these proceeds.

The sums necessary to meet the expenses provided for in the budget of the Commission shall be paid to the Commission by the Autonomous Board as the second payments to be made out of the proceeds of the navigation dues immediately after those referred to in paragraph 1 above, the Commission's claims in this respect enjoying a second charge on these proceeds.

The arrangements for the service of the loan advanced to the Commission in 1929 by Roumania will be determined by the

Roumanian Government, account being taken of the above-mentioned arrangements and in such a way that the service of this loan cannot be made a charge on the yield of the navigation dues.

ARTICLE 16.

The Commission will make arrangements with the Roumanian Government with regard to contracts concluded by the Commission and still in force on the date of the entry into force of the present Arrangement.

ARTICLE 17.

The European Commission shall place at the disposal of the competent Roumanian authorities and of the Autonomous Board, as the case may be, its movable and immovable property, in particular its mechanical craft, apparatus, stocks, quarries, the hospitals at Sulina and the lighthouses on the Island of Serpents, at Sulina and St. George to be used at the discretion of the Board for the purpose for which they were designed in the interests of navigation. The Commission shall, however, retain the use of the Administrative buildings at Galatz and the Administrative building at Sulina; the ground floor of the latter shall be available for use free of charge by the Roumanian authorities and the Autonomous Board.

The inspection vessel *Carolus Primus* shall be taken over by the Roumanian Government, who will place it, free of charge, at the disposition of the Commission for its plenary sessions and for the needs of its consulting engineers.

ARTICLE 18.

The Roumanian Government shall appoint the authorities who shall have jurisdiction to try, in the first instance, offences against the navigation and police regulations.

Proceedings before these authorities shall be as simple and expeditious as possible.

Appeals against the decisions of the said authorities shall lie to the Court of Appeal at Galatz, whose decisions shall not be subject to any further appeal. These cases shall be heard as matters of extreme urgency and take precedence over all cases on the list.

No judicial fees shall be charged in connexion with these cases before the Court.

The European Commission and its officials shall cease to exercise the jurisdictional rights conferred upon them, in particular by Article 8 of the Public Act, Article 2 of the Additional Act, Articles 109, 190, 192 and 193 of the Navigation Regulations.

ARTICLE 19.

The European Commission enjoys in respect of its property as well as of the person of its members (Delegates, Deputy Delegates

and Delegation staffs) the privileges and immunities accorded in time of peace and war to diplomatic missions.

The privileges and immunities of the employees of the Commission shall be those provided for in the agreement concluded this day between the Commission and the Roumanian Government. This agreement may be modified by agreement between the same parties.

ARTICLE 20.

The privilege of free use of postal, telegraphic and telephonic services which the European Commission enjoys at present is renounced.

ARTICLE 21.

Disputes between the States parties to the present Arrangement, relating to the interpretation and the application of this Arrangement, and of any other treaty provisions applicable to the maritime Danube and its Mouths, which the European Commission has not succeeded in settling within a reasonable period, shall be submitted to an arbitral tribunal constituted as hereinafter provided.

On the entry into force of the present Arrangement, the contracting States shall each appoint one arbitrator and one deputy arbitrator. They shall also nominate by agreement five persons being nationals of non-contracting States to discharge the functions of umpire or, in the case mentioned in paragraph 4 below, to act as a member of the arbitral tribunal. The Commission shall be notified of the names of the persons so nominated, and shall draw up the list of arbitrators and that of the umpires. The Commission shall communicate these lists to the delegates and keep them up to date.

In the event of a dispute between two States, the tribunal shall consist of the arbitrators appointed by these States, or, if necessary, by their deputies, and an umpire chosen in agreement by these arbitrators from the second list mentioned in paragraph 2 above. In the event of the arbitrators being unable to agree on the choice of the umpire, the persons whose names appear on the second list shall choose one of themselves by majority vote.

In the event of a dispute between more than two States, the States which are parties in the same interest shall appoint, in agreement, an arbitrator who may be chosen outside the first list. In the absence of such agreement, the persons whose names appear on the second list shall choose one of themselves by majority vote. Steps shall then be taken to appoint the umpire in accordance with the procedure laid down in paragraph 3 above.

Cases shall be brought before the arbitral tribunal by means of an agreement containing the terms of reference. If the terms of reference have not been agreed within three months of the request for arbitration the tribunal shall proceed to draw up the terms of reference.

In the event of one of the parties considering that in drawing up the terms of reference the arbitral tribunal has exceeded its powers, that party may bring the matter before the Permanent Court of International Justice by written application. If the Court considers that the tribunal has exceeded its powers, the Court may, at the request of either party to the dispute, assume jurisdiction to deal, in accordance with its ordinary procedure, with the merits of the dispute.

Subject to what is provided above, the procedure before the arbitral tribunal shall be that laid down by The Hague Convention of the 18th October, 1907, for the pacific settlement of international disputes.

ARTICLE 22.

Any State represented on the European Commission or which may be represented thereon in the future may accede to the present Arrangement.

ARTICLE 23.

The present Arrangement shall be ratified as soon as possible.

The instruments of ratification and accession shall be deposited in the archives of the Roumanian Government, who will furnish certified true copies to all signatory or acceding States, and who will draw up a *Procès-verbal* of the deposit of the said instruments.⁽⁴⁾

This *Procès-verbal* shall be closed as soon as the instruments of ratification or accession have been deposited on behalf of all the States represented on the European Commission at the time. The Arrangement will enter into force three months after the closing of the said *Procès-verbal*.

The Roumanian Government will furnish to all signatory or acceding States certified true copies of any instruments of accession which may be deposited subsequently.

In witness whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Arrangement, in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Royal Roumanian Government and of which a certified true copy shall be forwarded to all signatory or acceding States.

Done at Sinaia, the 18th August, 1938.

J. DU SAULT.
CHARGUERAUD.
DOUGLAS KEANE.
CONST. CONTZESCO.

(⁴) For list of ratifications, &c., see page 23.

(Translation.)

FINAL PROTOCOL.

At the time of signing the Arrangement relative to the exercise of the powers of the European Commission of the Danube, and in order to render its sense more clear, the undersigned Plenipotentiaries have agreed as follows:—

Ad ARTICLE 5.

It is understood that the autonomous service provided for in Article 5 may be constituted within the framework of the Commercial Administration of Ports and Waterways—(P.C.A.).

Ad ARTICLE 13.

It is understood that in applying paragraph 3 of Article 13 the Roumanian Government will arrange to take back into their service a number of officials whose present aggregate salaries shall represent as far as possible 50 per cent. of the total of the salaries at present payable to the personnel of Roumanian nationality.

Ad ARTICLE 17.

(a) It is understood as regards the application of paragraph 1 of Article 17 that the European Commission will not take over the articles mentioned in this paragraph without the consent of the Roumanian Government.

(b) The Roumanian Plenipotentiary has declared that the crews of sea-going and river vessels and the personnel of the Commission shall be admitted to, and receive treatment in, the hospitals at Sulina free of charge.

In witness whereof the undersigned have drawn up the present Protocol, which shall be operative in the same manner and for the same period as the Arrangement to which it refers.

Done at Sinaia, the 18th August, 1938.

J. DU SAULT.
CHARGUERAUD.
DOUGLAS KEANE.
CONST. CONTZESCO.

(Translation.)

AGREEMENT BETWEEN THE EUROPEAN COMMISSION OF THE DANUBE
AND THE ROUMANIAN GOVERNMENT REGARDING THE PRIVILEGES
AND IMMUNITIES OF THE COMMISSION'S PERSONNEL.

ARTICLE 1.

Subject to the provisions of Article 3 below, the Commission's "chef de service" and "sous-chefs de service" shall enjoy immunity from civil and criminal jurisdiction in Roumania unless this immunity is waived by decision of the Commission.

The remainder of the personnel shall enjoy the same privileges in respect of acts performed in an official capacity and within the limits of their powers. They shall be subject to the laws and courts in respect of all private acts performed. It is, however, understood that the Commission will endeavour to assist the Roumanian courts and police in the performance of their work.

ARTICLE 2.

The higher personnel mentioned in paragraph 1 of Article 1 shall enjoy fiscal immunity. On this score they shall be exempted, in accordance with international practice, from all taxation with the exception of land taxes levied on the ownership of real property (*impôt foncier*). They shall still be bound to pay indirect taxation and charges (*taxes*). The expression "direct taxation" means those taxes which are imposed directly upon the taxpayer; the word "charges" is to be deemed to refer only to payments made in return for a special and defined service rendered by the Administration to the person paying, whatever may be the expression employed in the regulations governing the matter, or to payments made to repay expenses for which the individual paying is personally responsible.

The remainder of the personnel shall be exempted from tax on their salary and from any general tax on income which may be introduced.

ARTICLE 3.

Officials of the Commission of Roumanian nationality shall not be subject to the jurisdiction of the local courts in respect of acts performed in their official capacity within the scope of their duties.

ARTICLE 4.

The non-Roumanian personnel shall be entitled during the six months following the date on which they take up their duties to import free of duty their personal effects and movables.

The members of the personnel mentioned in Article 1, paragraph 1, shall also be entitled to exemption for the whole duration of their employment in respect of articles imported within the limits of what can be held to be reasonably required for themselves and their family. The articles, which may so be brought into the country free of duty, include motor vehicles, on condition that they shall not be sold in the country or replaced before the expiry of at least thirty months.

The employees, entitled to claim this exemption from duty, shall submit to the Secretary-General a list of the articles which they desire to order. The Secretary-General shall countersign the lists which he receives and forward them to the Roumanian delegate who, after stamping them with his visa, shall return them to the Secretary-General for transmission to the Customs Administration. The orders may be placed by the parties concerned as soon as the Roumanian delegate has granted his visa and the goods may be withdrawn from the Customs House as in the past.

Done at Sinaia, the 18th August, 1938.

For the Roumanian Government: For the European Commission:
 CONST. CONTZESCO. DOUGLAS KEANE.

Deposit of Ratifications.

<i>Country.</i>	<i>Date.</i>
United Kingdom	April 27, 1939.
France	April 6, 1939.
Roumania	March 30, 1939.

Accessions.⁽⁵⁾

Germany	May 13, 1939.
Italy	May 13, 1939.

⁽⁵⁾ Effective date. See Article 2 of the Agreement of March 1, 1939 ("Treaty Series No. 37 (1939), Cmd. 6068").